

CERISY



La région, de l'identité à la citoyenneté

Sous la direction de

**Armand Frémont
Yves Guermond**

Avec le concours du
Groupe des quinze géographes normands

Postface de
Martin Vanier

SOCIÉTÉ



HERMANN

Postface

Demain les régions

MARTIN VANIER

S'il est un sujet qui fait fonds pour la géographie et les géographes, depuis toujours et quels qu'en soient les courants ou les écoles, c'est bien la région, ou le « fait régional » comme on disait naguère. La région ! Espace vécu, idéal politique, fragment géopolitique, ambition économique, espace culturel, produit historique, fraction déjà conséquente mais encore intelligible du monde : lorsque les géographes ont à se proposer un cadre commun de réflexion et de débat, la région ne les déçoit jamais. Les « quinze géographes de Normandie », leurs collègues et complices ne manquaient pas d'arguments pour le vérifier une fois de plus.

Mais quelle région ? C'est évidemment la question élémentaire, non seulement pour une discipline qui se veut maîtresse des échelles, mais aussi pour tous les acteurs qui font acte, à un moment ou un autre de leur stratégie, de se « régionaliser », c'est-à-dire d'ériger la ou les région(s) dont ils ont besoin. Lorsqu'un de ces acteurs est l'État, cela donne la réforme régionale, et l'on vient d'en vivre une en France en 2014, dont chacun peut suivre aujourd'hui l'installation progressive. Elle s'inscrit dans le long chemin des régions de France, dont Jean-Marie Miossec a magistralement restitué la géohistoire récemment¹. Au-delà d'elle, toute entreprise, toute organisation, tout collectif, est amené un jour ou l'autre à dire ses régions et son découpage. Ainsi, les êtres géographiques que nous sommes, individuellement et collectivement, se livrent-ils avec régularité et une certaine passion (française ?) à la « réligionalisation ».

Le dernier épisode, celui de 2014 donc, n'a semble-t-il pas été aussi enchanteur que d'autres qui l'ont précédé, ou du moins que les souvenirs qu'ils en ont laissé. Les auteurs ici rassemblés, dont on a pu lire les critiques de fond, lui donnent le maximum d'épaisseur possible,

1. Jean-Marie Miossec, *Géohistoire de la régionalisation*, Paris, PUF, 2009.

entre identité, mouvement et citoyenneté. On les sent cependant partagés entre le regret d'un processus un peu bâclé, la timide satisfaction – à vrai dire elle est surtout normande – du résultat, et la permanence des interpellations que le fait régional continue de stimuler. La messe a été dite un peu vite, mais les fidèles semblent d'accord pour le demeurer.

N'ayons pas trop d'amertume après cette semi-déception : ailleurs en Europe et dans le monde, le fait régional peut prendre des tournures beaucoup plus problématiques voire inquiétantes, lui qui semble accueillir un « nouvel égoïsme territorial » de la part des plus riches². Nous avons eu, en France, un épisode régional typiquement français : institutionnel, républicain, administratif et jacobin. Mais pas de sécessionnisme fiscal, très peu de clivages identitaires, des stratégies politiques sans commune mesure avec celles de la scène nationale. Si, en France, la région est encore une passion, c'est somme toute une passion douce, comme en attestent les joies du choix collectif du nom des nouvelles entités – après celles du débat médiatisé et haletant du redécoupage : en quinze, quatorze, ou treize entités ?

Le hasard éditorial me fait découvrir en ce moment un travail d'historien qui vient éclairer autrement la question régionale, entre identité et citoyenneté, et plus largement à travers elle, la question territoriale. Il s'agit de la publication de l'habilitation à diriger les recherches de l'historien rennais Florian Mazel, portant sur la progressive organisation spatiale de l'église entre le v^e et le xiii^e siècles, intitulée *L'évêque et le territoire*³. Pourquoi ici cet audacieux renvoi au Moyen Âge, de part et d'autre de la renaissance carolingienne, et qu'est-ce que cette intrusion du temps très long vient faire dans les événements politiques de ce début de xxi^e siècle ?

Florian Mazel raconte comment, après l'effondrement du système spatial romain et gallo-romain, avec ses territoires (les provinces), ses réseaux (les voies) et ses nœuds (les cités), les évêques ont réinventé l'espace des sociétés médiévales, avant les comtes et avant les rois, en s'appuyant d'abord sur les cités, puis dans un second temps sur des archipels de lieux consacrés autour d'elles, avant que progressivement le principe territorial ne réémerge lorsque le pouvoir politique en a eu retrouvé la capacité. Il s'inscrit en faux contre la thèse généralement admise de la continuité territoriale qui voudrait que nos territorialités

2. Laurent Davezies, *Le nouvel égoïsme territorial*, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2015.

3. Florian Mazel, *L'évêque et le territoire*, Paris, Seuil, 2016.

actuelles s'inscrivent, même confusément, dans une vénérable lignée qui remonterait à l'Antiquité romaine et même gauloise. Il montre au contraire que les territoires, leurs limites, leur conscience, ont été perdus, et que c'est à partir des lieux (les cités) puis des réseaux, que ce sont rétablis des maillages puis des pavages, pour reprendre le vocabulaire de Roger Brunet. En passant, on apprend que l'Église, à laquelle on doit rien moins que les paroisses, fondement historique du fait communal parfois qualifié de génétique pour l'espace français, s'est d'abord spatialement inventée comme un réseau, mouvant et proliférant, avant de constituer la matrice territoriale que l'on sait.

Revenons au temps présent. On le qualifie volontiers de temps des transitions – toutes sortes de transitions. L'intuition travaille les esprits contemporains que quelque chose de profondément nouveau est en train d'émerger, dans tous les domaines, y compris les plus fondamentalement anthropologiques. Nous ne savons pas très bien encore vers quoi au final, d'où le paradigme des transitions, mais nous savons assez bien pour quelles raisons, qui relèvent des multiples remises en cause de logiques économiques, écologiques, politiques, etc., désormais épuisées. Une seule évidence : les changements vont très vite, sont fondamentaux, et leur compréhension pose de considérables défis d'anticipation, d'où le succès de la prospective. Lorsqu'on étudie avec quelle rapidité, et brutalité, un système spatial très territorial peut s'effondrer, comme aux ^v^e et ^{vi}^e siècles, et par quelles voies paradoxales il peut se reconstruire – « voies » est bien le terme adéquat puisqu'il s'est agi alors de réseau – on est enclin à considérer sous un jour différent le débat régional de notre belle République des territoires, et plus largement celui de sa recomposition.

De deux choses l'une. Soit le renvoi historique proposé est un peu ampoulé et l'on n'a vraiment pas besoin d'invoquer l'effondrement de l'Empire romain pour comprendre le sens et la portée de la réforme régionale, décidée par l'exécutif un soir élyséen de décembre 2013. Dans ce cas, il ne faut pas non plus en attendre des transformations significatives, côté identité comme côté citoyenneté, parce qu'au fond l'affaire ne fut qu'un nouvel épisode d'une petite fabrique qui a déjà animé les deux siècles précédents. Soit le monde change – au-delà même de la conscience que nous en avons parfois – et nos spatialités avec, en particulier nos spatialités politiques, celles qui traduisent nos capacités collectives de conduire ces changements. En ce cas, le débat régional tel qu'il a été posé était-il à la hauteur ? Et même : la politique plus globale d'extension des mailles territoriales institutionnelles réalisée par fusion

(13 régions métropolitaines à la place de 22, 1 200 communautés à la place de 2 200, 300 communes nouvelles fusionnant un total de 1 100 communes) est-elle le changement de paradigme spatial que les bouleversements de l'époque appellent ?

La géographie n'est pas tout entière dans les territoires. Elle ne l'a jamais été et a moins de raisons que jamais de s'y cantonner. Si les conceptions réticulaires réinventaient déjà l'espace au haut Moyen Âge, il est vraisemblable qu'on doive aujourd'hui leur voir jouer un rôle transformateur puissant. Non pas contre les territoires, par exemple contre les Régions, pour en brouiller les limites et en bousculer les principes politiques, mais au contraire, comme toujours avec la *trialectique* « territoires-réseaux-lieux », pour en augmenter les capacités, en premier lieu les capacités collectives, donc politiques.

Posons, sur ces bases, une dernière hypothèse prospective, et évoquons quelques-unes de ses conséquences. Demain, la question des réseaux guidera la question territoriale⁴. Les logiques d'articulation, d'agencement, de liaison, l'emporteront sur les logiques de découpage, de regroupement et de fusion. Il ne s'agira plus de faire grandir les périmètres, vieille quête de puissance d'origine féodale, mais de renégocier régulièrement des assemblages pertinents et stratégiques. La citoyenneté ne sera plus résidentiellement déterminée, mais prendra une dimension nouvelle sur les réseaux – elle y est déjà très active – appelant un autre contrat politique. La vieille et délicate demande d'identité⁵ trouvera des réponses moins ontologiques que jamais, et vécues comme de permanentes reconstructions⁶ dans le mouvement des individus, des groupes et des idées. Il y aura toujours des régions. Leur futur rendez-vous transformateur ne consistera pas à passer de 13 entités à 7 ou 8, malgré la pertinence des arguments géographiques pour aller en ce sens, mais à inventer et faire vivre ensemble la politique des réseaux qui les traversent et les articuleront toujours davantage. Les géographes auront plus que jamais à éclairer ces spatialités nouvelles.

Ainsi le fonds régional se sera-t-il transmis, et réenrichi d'approches nouvelles, comme il se doit de tout fonds fructueux.

4. Martin Vanier, *Demain les territoires, capitalisme réticulaire et espace politique*, Paris, Hermann, 2015.

5. Roger Martelli, *L'identité c'est la guerre*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2016.

6. Roger-Pol Droit, *Qu'est-ce qui nous unit?*, Paris, Plon, 2015.